

# BAN NEWSLETTER

Lettre d'information sur les mines et les armes à sous-munitions

N° 22  
FEVRIER 2008

## ÉDITORIAL

Le dixième anniversaire du Traité d'Interdiction des Mines a été l'occasion de célébrer "un succès en progrès": une réduction évidente de l'utilisation et de la production de mines antipersonnel, la quasi disparition de leur commerce, la destruction de dizaines de millions de mines en stock et la dépollution de vastes zones minées. Dans un certain nombre de pays toutefois, l'aide aux victimes demeure insuffisante et doit constituer une de nos principales priorités dans les années à venir.

Pour la seconde fois dans l'histoire, un partenariat entre Etats et société civile est en passe de parvenir à une interdiction internationale applicable à une arme qui frappe sans faire de distinction entre ses victimes. Après trois années de travail très intensif, nos efforts portent leurs fruits. Les 138 Etats qui sont venus à Vienne en décembre dernier ont compris que quelque chose de très important était en train de se passer. Leur soutien et leur enthousiasme ont de loin dépassé nos espérances. Le résultat en est que le processus d'Oslo sur les armes à sous-munitions est en très bonne voie. Toutefois, il reste encore beaucoup de travail à accomplir.

Les négociations de Dublin en mai prochain devraient aboutir à la naissance d'un traité fort. Notre énergie pourra donc progressivement se déplacer vers le ralliement d'un maximum de pays au nouveau traité, ainsi que le développement de mécanismes assurant que la nouvelle norme soit effectivement appliquée.

Le traité sur les armes à sous-munitions est largement le résultat du travail acharné et de l'engagement de personnes, de gouvernements et d'organisations qui ont appris pendant la campagne contre les mines, comment traduire dans une norme internationale les droits et les besoins des personnes et des communautés affectées. Les points de vue des personnes et des communautés affectées doivent rester au centre de nos préoccupations et guider nos efforts conjoints (voir à ce sujet [www.banadvocates.org](http://www.banadvocates.org)).

### DANS CE NUMÉRO:

#### **P 1**

- ÉDITORIAL
- DANS CE NUMÉRO

#### **P2**

- "LA CATÉGORIE D'ARMES AMORCÉES PAR CAPTEUR N'EXISTE PAS"

#### **P3**

- DE SAN JOSÉ À VIENNE: UN TRAITÉ FORT EST EN TRAIN DE NAÎTRE TANDIS QUE DE NOMBREUX ETATS REJOignent LE PROCESSUS D'OSLO.

#### **P5**

- ÉVOLUTIONS NATIONALES CONCERNANT LES ARMES À SOUS-MUNITIONS: PROGRÈS ET OBSTACLES

#### **P13**

- TRAITÉ D'INTERDICTION DES MINES: MISE À JOUR
- NOUVELLES BRÈVES

#### **P15**

- PUBLICATIONS RÉCENTES
- CALENDRIER
- CONTRIBUTEURS

**HANDICAP  
INTERNATIONAL**

Membre fondateur de l'ICBL,  
Co-Lauréat du Prix Nobel de la Paix

## “ LA CATÉGORIE DES ARMES AMORCÉES PAR CAPTEUR N’EXISTE PAS ”

Une arme amorcée par capteur<sup>1</sup> a été décrite comme "une arme à sous-munitions qui n'est pas propulsée, attaque sa cible par le haut, agit sur une zone étendue et est conçue pour détruire, à chaque passage d'avion, de multiples blindés et véhicules d'appui ennemis."<sup>2</sup> Les sous-munitions amorcées par capteur "utilisent des capteurs à infra-rouge et autres pour rechercher et attaquer des cibles au sol. Le conteneur dissémine un certain nombre de sous-munitions sur une large 'zone cible' et, dans cette zone, les sous-munitions sont conçues pour identifier des cibles ponctuelles - habituellement des véhicules - et pour les attaquer en tirant vers elles le projectile d'une charge creuse alors que la sous-munition est encore en l'air."<sup>3</sup>

Cependant, un récent article de Handicap International (HI) montre que "(...) en réalité, ce genre de sous-munitions amorcées par capteur n'existe pas. L'élément commun est que des capteurs sont utilisés pour diriger la sous-munition vers une cible – en dehors de cela, il ne faut pas chercher de point commun entre des armes différentes. Il s'ensuit qu'on ne pourrait justifier une exception à une interdiction internationale par la présence d'un ou de plusieurs capteurs dans l'arme, puisque cela rendrait légitime toutes les armes à sous-munitions à capteurs incorporés, quelles que soient leurs autres propriétés intrinsèques."<sup>4</sup>

A ce jour, très peu d'armes amorcées par capteur ont été employées en combat : le projectile M898 lancé du sol et contenant deux sous-munitions amorcées par capteur<sup>5</sup> a pour la première fois été employé en combat en Irak, en 2003, mais "les incidences d'après conflit [restent] peu claires;"<sup>6</sup> la munition CBU-105 larguée par air et contenant 40 sous-munitions BLU-108 "explorant le sol avec un capteur infra-rouge"<sup>7</sup> a également été employée par les Etats-Unis en Irak. Toutefois, les résultats obtenus en conditions de combat "doivent encore être complètement évalués."<sup>8</sup> Le CBU-105 "devrait produire des destructions sur une surface de 150 sur 360 mètres."<sup>9</sup> L'article de HI met en doute la notion suivant laquelle de telles armes seraient capables de faire correctement la différence entre des objectifs civils et militaires : "Sur un champ de bataille moderne, avec des forces ennemies qui se déplacent généralement dans des véhicules à parois légères et faiblement blindées plutôt que dans des chars d'assaut, un capteur détectant la chaleur va vraisemblablement prendre pour cible le vieux camion chargé de réfugiés ou le générateur surchauffé de l'école plutôt que des véhicules militaires ou civils comparativement plus modernes, en usage dans la force visée, dotés de moteurs Diesel de loin plus efficaces et dégageant moins de chaleur."<sup>10</sup>

A ce jour, les gouvernements n'ont pas produit de preuve que ces armes ne causeront pas de torts inacceptables aux civils. En réaction, la question suivante a été posée, "Y a-t-il un quelconque domaine de santé publique pour lequel un aussi faible niveau d'expérimentation soit exigé avant d'introduire une technologie nouvelle et potentiellement dangereuse en vue de son utilisation par des gouvernements?"<sup>11</sup>

Au 29 février 2008, **574.381** personnes avaient signé la pétition de Handicap International en faveur de l'interdiction des armes à sous-munitions.  
Lien: [www.sousmunitions.org](http://www.sousmunitions.org)

<sup>1</sup> En anglais, "sensor fuzed weapon"

<sup>2</sup> Voir <http://fas.org/man/dod-101/sys/dumb/cbu-97.htm>

<sup>3</sup> Richard Moyes, "A sensor fuzed solution?," *Landmine Action Campaign*, Numéro 13, automne 2007, p.6.

<sup>4</sup> Rae McGrath, "Sensor-targeted submunitions: a solution or a diversion?," Handicap International, janvier 2008.

<sup>5</sup> Voir [www.janes.com/extracts/extract/jah/jah\\_0469.html](http://www.janes.com/extracts/extract/jah/jah_0469.html) et [www.globalsecurity.org/military/systems/munitions/sadarm.htm](http://www.globalsecurity.org/military/systems/munitions/sadarm.htm)

<sup>6</sup> Mark Hiznay, "Survey of Cluster Munitions produced and stockpiled," dans: *Humanitarian, Military, Technical and Legal Challenges of Cluster Munitions*, CICR, Genève, p. 27.

<sup>7</sup> Voir [www.designation-systems.net/dusrm/app5/wcmd.html](http://www.designation-systems.net/dusrm/app5/wcmd.html)

<sup>8</sup> Voir [www.hrw.org/backgroundunder/arms/clustermunitions/5.htm](http://www.hrw.org/backgroundunder/arms/clustermunitions/5.htm)

<sup>9</sup> Marc W. Herold, "An analysis of Cluster Bomb use by the US in four recent campaigns," Université du New Hampshire.

<sup>10</sup> Rae McGrath, "Sensor-targeted submunitions: a solution or a diversion?," Handicap International, janvier 2008.

<sup>11</sup> Richard Moyes, "A sensor fuzed solution?," *Landmine Action Campaign*, Numéro 13, automne 2007, pp.6-7.

## **DE SAN JOSÉ À VIENNE: UN TRAITÉ FORT ÉMERGE TANDIS QUE DE NOMBREUX ETATS REJOIGNENT LE PROCESSUS D'OSLO**

Au cours de la **Conférence régionale de San José** sur les armes à sous-munitions, les 4 et 5 septembre 2007, les pays d'Amérique latine ont montré qu'ils s'engageaient dans le processus d'Oslo. Dix-huit pays de cette région du monde assistaient à la conférence, soit tous ceux, sauf un (Cuba), qui y avaient été invités. Le Brésil était présent mais n'a pas soutenu le processus d'Oslo. Dans son résumé de la conférence, la présidence a dit sa satisfaction devant "la volonté politique de la majorité des Etats de la région de s'impliquer dans le processus d'Oslo" et a demandé aux Etats "de chercher à mettre au point une déclaration commune décrétant une zone sans armes à sous-munitions" pour l'Amérique latine.<sup>12</sup>

Vingt-deux Etats affectés par les sous-munitions se sont rencontrés à la **Conférence des Etats affectés par les sous-munitions**, à Belgrade, les 3 et 4 octobre 2007. Les participants, parmi lesquels on comptait des survivants d'armes à sous-munitions (voir leur blog : [www.banadvocates.org](http://www.banadvocates.org)), ont appelé à un traité fort. Le président de la conférence a conclu que "Les besoins des communautés et des personnes affectées par les sous-munitions dans les domaines humanitaire et du développement devraient guider les discussions internationales sur toutes les questions-clés à prendre en compte dans l'élaboration du nouveau traité sur les armes à sous-munitions." Le Secrétaire d'Etat du Ministère des Affaires étrangères de Serbie a clôturé la conférence en disant: "Notre première règle doit être de progresser et de coopérer en vue de résoudre sans retard les problèmes causés par l'utilisation d'armes à sous-munitions. Les pays affectés sont prêts à jouer le rôle important dans ce processus : il constitue une bonne base pour que leur point de vue soit pris en compte dans ce traité."<sup>13</sup>

Quarante-sept pays européens ont participé à la **Conférence régionale européenne** sur les armes à sous-munitions, réunie à Bruxelles le 30 octobre 2007. La Conférence de Bruxelles s'est tenue "dans le cadre du processus d'Oslo (...) en se concentrant sur la destruction des stocks et l'aide aux victimes." Au sujet de la destruction des stocks, le rapporteur a conclu que "cela coûte cher en argent et en temps, c'est compliqué, mais c'est tout à fait possible et réalisable si la volonté politique y est." Les exposés et les discussions sur l'aide aux victimes ont permis d'approfondir ce qui avait déjà été mis au point antérieurement à Lima et à Belgrade, avec une insistance supplémentaire sur le fait que, dans le futur traité, l'aide aux victimes devrait d'urgence devenir une obligation légale." Ainsi que le rapporteur l'a dit, "l'aide aux victimes devrait être traitée comme un problème prioritaire et donc rester à l'avant-plan, aussi bien dans les plans nationaux et les priorités des pays affectés que dans les stratégies des donateurs." De nombreuses interventions ont souligné la nécessité d'impliquer les survivants dans le processus.<sup>14</sup>

Cent trente-huit Etats ont assisté du 5 au 7 décembre 2007 à la **Conférence de Vienne** sur les armes à sous-munitions.<sup>15</sup> Le Ministre autrichien des Affaires étrangères a souligné la présence de "plus des deux tiers des pays du monde (...) un signe fort et encourageant," déclarant à l'issue de la réunion qu' "une alliance mondiale" prenait forme et que le niveau de participation était "un signe de l'élan grandissant et (...) de la volonté politique bien établie qui propulsera le processus d'Oslo vers une conclusion en 2008." La présidence a rendu hommage à la forte participation des pays africains et a conclu que "les contours d'un possible traité sont devenus bien visibles." Le ton de la Conférence de Vienne et le haut niveau d'implication dans le traitement des problèmes clés ont laissé à la Coalition contre les armes à sous-munitions (CMC) "l'impression claire que le nouveau traité sera un traité fort, global et bien conçu, basé sur les enseignements tirés du Traité

<sup>12</sup> Voir [www.stopclustermunitions.org/dokumenti/dokument.asp?id=147](http://www.stopclustermunitions.org/dokumenti/dokument.asp?id=147)

<sup>13</sup> Voir les rapports et déclarations sur [www.affectedstatesbelgrade2007.org](http://www.affectedstatesbelgrade2007.org)

<sup>14</sup> Voir les rapports et déclarations sur [www.diplomatie.be](http://www.diplomatie.be)

<sup>15</sup> L'information sur la Conférence de Vienne est basée sur les rapports de la CMC et de WILPF, de même que sur des notes prises au cours de la conférence.

d'Interdiction des Mines et soutenu par une masse critique de pays du monde entier." Les pays en développement ont manifesté un soutien écrasant en faveur d'une interdiction totale, y compris les pays africains, qui ont parlé d'une même voix. Les Etats affectés ont appelé à l'adoption d'un traité qui place les impératifs humanitaires au premier rang. Des personnes ayant subi les conséquences de l'utilisation de sous-munitions, et qui participent à l'initiative de plaider en faveur de l'interdiction des armes à sous-munitions (en anglais "Ban Advocates"),<sup>16</sup> sont intervenues sur de nombreux points de l'ordre du jour ainsi que durant les sessions d'ouverture et de clôture. L'un de ces 'Ban Advocates' a déclaré : "Vous qui allez rédiger le Traité sur les Armes à Sous-munitions, vous devriez considérer d'abord les effets des sous-munitions, ce que l'on ressent lorsqu'on est un survivant des sous-munitions." Les 'Ban Advocates' ont lancé un appel à un traité qui soit le plus fort possible et amène de réels changements dans leur vie.

Un large consensus semble se profiler concernant l'aide aux victimes, le déminage, la destruction des stocks ainsi que la coopération et l'aide internationales. Neuf Etats ont même réclamé des clauses plus fortes au sujet de l'aide aux victimes. La Campagne internationale pour l'interdiction des mines (ICBL) a distribué un feuillet reprenant des concepts simples et précis destinés à améliorer l'aide aux victimes dans le futur traité.<sup>17</sup> La co-présidence norvégienne a souligné quatre suggestions faites par un survivant irakien qui avait plaidé en faveur de l'interdiction : "Le texte du traité devrait inclure une référence à des stratégies nationales d'aide aux victimes, avec des objectifs clairs et des plans de mise en application, ainsi que la référence à une obligation pour les Etats Parties de faire chaque année rapport sur le financement de l'aide aux victimes mais aussi sur les réalisations pratiques résultant du plan d'action et des objectifs nationaux. Il est nécessaire que des ONG locales aient la capacité de soutenir d'une manière adéquate et durable les personnes directement affectées, leurs familles et leurs communautés. Il faut bien comprendre que, dans certains Etats affectés, des gouvernements auront besoin d'un soutien extérieur fourni par la communauté internationale afin d'atteindre leurs objectifs en matière d'aide aux victimes. Dans ce cas, ces gouvernements devront pouvoir demander de l'aide, pour autant qu'ils présentent des plans et des objectifs clairs ainsi qu'une évaluation détaillée des besoins et un calendrier de mise en œuvre."

Quoique la conférence se soit déroulée en général dans un esprit constructif, certains Etats<sup>18</sup> ont proposé des clauses destinées à affaiblir le traité, y compris des exceptions en faveur d'armes présentant certaines particularités (et correspondant d'ailleurs souvent aux munitions qu'ils détiennent dans leurs stocks), des dispositions leur permettant de participer à des opérations militaires conjointes avec des Etats utilisateurs potentiels de ces armes et qui n'adhèrent pas au traité, de même que des périodes transitoires durant lesquelles les armes interdites pourraient encore être utilisées. Parmi les 14 Etats qui, par le passé, ont fait usage d'armes à sous-munitions, seuls l'Érythrée, les Etats-Unis d'Amérique, Israël et la Fédération de Russie n'ont pas participé à la Conférence de Vienne.

L'attention se concentre désormais sur **Wellington** (Nouvelle-Zélande) où le processus se poursuivra du 18 au 22 février, avec des négociations dont il est attendu qu'elles se concluent à **Dublin** (Irlande) du 19 au 30 mai et aboutissent à une cérémonie de signature du traité à **Oslo** (Norvège) plus tard dans l'année. En avril 2008, la Zambie accueillera une conférence africaine sur les armes à sous-munitions. Dans les semaines à venir, d'autres réunions régionales sur les armes à sous-munitions se tiendront également, notamment au Mexique (voir le calendrier en dernière page de cette *Ban Newsletter*).

**Pour plus d'informations:**

- Campagne internationale pour interdire les mines: [www.icbl.org](http://www.icbl.org)
- Coalition contre les armes à sous-munitions: [www.stopclustermunitions.org](http://www.stopclustermunitions.org)
- Conférence de Belgrade: [www.affectedstatesbelgrade2007.org](http://www.affectedstatesbelgrade2007.org)

<sup>16</sup> Voir le texte intégral de leurs interventions sur [www.banadvocates.org](http://www.banadvocates.org)

<sup>17</sup> Voir <http://en.handicapinternational.be/download/AssuringAssistance.1.pdf>

<sup>18</sup> Ces Etats comprenaient: l'Allemagne, l'Australie, le Canada, le Danemark, la Finlande, la France, l'Italie, le Japon, les Pays-Bas, la République tchèque, le Royaume Uni, la Slovaquie et la Suisse.

- Conférence de Bruxelles: [www.diplomatie.be](http://www.diplomatie.be)
- Conférence de Dublin : [www.clustermunitionsdublin.ie](http://www.clustermunitionsdublin.ie)
- Conférence de Vienne: [www.bmeia.gv.at/view.php3?r\\_id=5007&LNG=en&version](http://www.bmeia.gv.at/view.php3?r_id=5007&LNG=en&version)
- Conférence de Wellington: [www.mfat.govt.nz/clustermunitionswellington](http://www.mfat.govt.nz/clustermunitionswellington)
- Ligue féminine Internationale pour la Paix et la Liberté: [www.wilpf.int.ch/disarmament/clustermunitions](http://www.wilpf.int.ch/disarmament/clustermunitions)
- Processus d'Oslo: [www.clusterprocess.org](http://www.clusterprocess.org)

## EVOLUTIONS NATIONALES CONCERNANT LES ARMES À SOUS-MUNITIONS : PROGRÈS ET OBSTACLES<sup>19</sup>

L'**Afghanistan**, un pays affecté par les sous-munitions,<sup>20</sup> a assisté aux conférences de Belgrade et de Vienne. A Vienne, l'Afghanistan a souligné le "très large consensus" et a demandé un langage plus fort sur l'aide aux victimes. L'**Afrique du Sud** a participé à la Conférence de Vienne. En novembre 2007, l'Afrique du Sud a déclaré "que la crise humanitaire causée, après le conflit au Liban, par les munitions non explosées exige que la communauté internationale entreprenne une action afin de prévenir qu'une telle situation puisse se reproduire."<sup>21</sup> L'**Albanie**, un pays affecté, a assisté aux conférences de Belgrade, de Bruxelles et de Vienne. A Belgrade, l'Albanie a annoncé qu'elle s'abstiendrait de la production et du commerce d'armes à sous-munitions durant les négociations en vue d'un nouveau traité. L'**Algérie** s'est jointe au processus d'Oslo à la Conférence de Vienne et y a déclaré que "le degré de participation très élevé démontre clairement qu'il existe un mouvement croissant, sinon un consensus, pour souligner la nécessité de s'attaquer d'une manière décisive au problème très sensible des armes à sous-munitions. C'est aussi le signe montrant qu'il existe un point de vue partagé pour dire qu'il faut entreprendre d'urgence une action efficace afin de protéger les civils par un instrument légalement contraignant contre ces armes de malheur, et d'aider les victimes." L'**Allemagne** a assisté aux conférences de Bruxelles et de Vienne. D'après l'Allemagne, "peu à peu, de futures munitions de substitution viendront prendre la place des armes à sous-munitions, avec des explosifs dont le nombre sera ramené à moins de dix, le taux de ratés étant limité à 1% et munies de capteurs multiples capables de détecter un objectif préalablement déterminé." L'Allemagne a également appelé à une période de transition, disant que "de nombreux Etats n'accepteront pas une interdiction totale immédiate. Pour ce motif, une approche pas à pas incluant une phase transitoire est nécessaire." Le 7 novembre 2007, le Ministre allemand des Affaires étrangères a déclaré que "[la] communauté des Etats doit assumer sa responsabilité en matière humanitaire. Des armes à sous-munitions n'ont pas leur place dans les arsenaux, où que ce soit dans le monde. Notre objectif doit être une interdiction universelle."<sup>22</sup> L'**Andorre** a assisté à la Conférence de Bruxelles. L'**Angola**, un Etat affecté par les sous-munitions, a assisté aux conférences de Belgrade et de Vienne. L'**Arabie saoudite** a assisté à la Conférence de Vienne. L'**Argentine** a assisté aux conférences de San José et de Vienne et a soutenu une interdiction de toutes les armes à sous-munitions. A San José, elle a déclaré ne pas produire ni entreposer d'armes à sous-munitions. L'**Arménie** a assisté aux conférences de Bruxelles et de Vienne. A Vienne, l'**Australie** a appelé à adopter une définition large de la notion de 'victime' de sous-munitions, et à décider que les "sous-munitions précises avancées" ne soient pas interdites. Le

<sup>19</sup> Le texte qui suit constitue notre sixième aperçu des développements nationaux concernant les armes à sous-munitions. Il est basé pour une grande part sur des déclarations faites par les gouvernements et sur les notes prises au cours des réunions du processus d'Oslo, ainsi que sur des contributions et rapports provenant de membres de la CMC et de l'ICBL, en particulier Austcare, Campagna Italiana contre le Mine, DanChurchAid, des sections de Handicap International, Human Rights Watch, IKV/Pax Christi Nederland, Landmine Action et la Ligue internationale des Femmes pour la Paix et la Liberté.

**Handicap International accueillera volontiers les commentaires et corrections.** Un aperçu antérieur est disponible dans la *Ban Newsletter* de septembre 2007.

<sup>20</sup> Pour une vue d'ensemble sur l'impact des sous-munitions en Afghanistan et dans d'autres pays affectés, voir : Handicap International, *Circle of Impact: the Fatal Footprint of Cluster Munitions on People and Communities*, Bruxelles, mai 2007.

<sup>21</sup> Voir [www.reachingcriticalwill.org/political/1com/1com07/statements/24octsouthafrica.pdf](http://www.reachingcriticalwill.org/political/1com/1com07/statements/24octsouthafrica.pdf)

<sup>22</sup> Voir [www.auswaertiges-amt.de/diplo/en/Infoservice/Presse/Meldungen/2007/071107-Streumunion.html](http://www.auswaertiges-amt.de/diplo/en/Infoservice/Presse/Meldungen/2007/071107-Streumunion.html)

Département australien de la Défense a annoncé le 3 octobre 2007 qu'il avait finalisé l'acquisition de munitions SMArt-155 qui lancent deux sous-munitions munies amorcées par capteur.<sup>23</sup> Le 18 septembre 2007, le représentant spécial de l'Australie pour l'action contre les mines a déclaré : "Nous envisageons maintenant de jouer un rôle moteur dans la négociation d'un accord international en vue d'interdire les armes à sous-munitions qui causent aux populations civiles des torts inacceptables."<sup>24</sup> L'**Autriche** a accueilli du 5 au 7 décembre 2007 à Vienne la troisième conférence mondiale sur les armes à sous-munitions. L'Autriche a joué un rôle de leader dans le processus d'Oslo au niveau de l'aide aux victimes. A Vienne, l'Autriche a appelé à une définition large du terme de "victime" de sous-munitions et s'est référée à la Convention sur les Droits des Personnes handicapées, qu'elle a qualifiée de "directive très utile." Le 7 décembre 2007, le Parlement autrichien a adopté une loi qui interdit toutes les armes à sous-munitions,<sup>25</sup> y compris celles qui sont munies d'un mécanisme d'autodestruction et les sous-munitions amorcées par capteur, avec effet immédiat. Cette loi requiert en outre la destruction des stocks dans un délai de trois ans. L'interdiction nationale s'étend à la mise au point, la production, la fourniture, la vente, l'importation, l'exportation, le transit, l'utilisation et la détention d'armes à sous-munitions. Il n'a pas été admis d'exception à l'interdiction généralisée pour le cas éventuel d'opérations militaires internationales auxquelles le pays participerait.<sup>26</sup> L'Autriche a aussi déclaré que l'interopérabilité ne pourrait pas poser de problème aux Etats parties à un futur traité. L'**Azerbaïdjan** a assisté aux conférences de Belgrade, de Bruxelles et de Vienne. A Vienne, le **Bangladesh** a réclamé au sujet de l'aide aux victimes un article "de portée plus large" qui prenne en compte les effets sur les communautés, et a appelé à une interdiction de toutes les armes à sous-munitions. La **Belgique** a assisté aux conférences de Belgrade et de Vienne et a accueilli à Bruxelles le 30 octobre 2007 une conférence régionale sur les armes à sous-munitions. Un projet de résolution concernant le processus d'Oslo a été déposé au Sénat belge le 24 décembre 2007 et a été soutenu par sept partis politiques.<sup>27</sup> Le **Belize** et le **Bénin** ont assisté à la Conférence de Vienne. La **Bolivie** a assisté aux conférences de San José et de Vienne. La **Bosnie-Herzégovine**, un pays affecté, a assisté aux conférences de Belgrade, de Bruxelles et de Vienne. Le **Brésil**, un producteur d'armes à sous-munitions,<sup>28</sup> a assisté à la Conférence de San José. Il s'y est opposé à ce que l'Amérique latine soit immédiatement déclarée zone sans armes à sous-munitions. Le **Brunei Darussalam** a assisté à la Conférence de Vienne. La **Bulgarie** a rejoint le processus d'Oslo à la Conférence de Bruxelles et a assisté à la Conférence de Vienne. En novembre 2007, la Bulgarie a déclaré qu'elle annoncerait sous peu un moratoire sur l'utilisation d'armes à sous-munitions. Le **Burkina Faso** et le **Burundi** ont assisté à la Conférence de Vienne. Le **Cambodge**, un Etat affecté, a participé aux conférences de Belgrade et de Vienne. A la Conférence de Vienne, le **Cambodge** a soutenu une interdiction de toutes les armes à sous-munitions ainsi qu'une échéance courte pour le déminage. Le **Cameroun** a assisté à la Conférence de Vienne. A Vienne, le **Canada** a appelé à des clauses plus fortes concernant l'aide aux victimes ; il a déclaré qu'il était engagé dans le processus de destruction des derniers stocks d'armes à sous-munitions explosives qui lui restaient et qu'il n'avait "aucun plan en cours en vue d'acquérir de nouveaux stocks." Le Canada a aussi fait part de ses soucis sur l'"interopérabilité." Le Canada a participé aux conférences de Belgrade, de Bruxelles et de Vienne. Le **Chili** a souscrit à la déclaration d'Oslo et a assisté aux conférences de San José et de Vienne. A Vienne, un diplomate chilien ayant survécu à l'explosion d'une mine a ouvert la session sur l'aide aux victimes et a déclaré : "La tâche d'éliminer la menace que présentent les armes à

<sup>23</sup> Voir [www.defence.gov.au/media/departementaltpl.cfm?CurrentId=7131](http://www.defence.gov.au/media/departementaltpl.cfm?CurrentId=7131)

<sup>24</sup> Gouvernement australien, AusAID Communiqué aux médias, 18 septembre 2007.

<sup>25</sup> "Arme à sous-munitions" se définit comme : "conteneur renfermant des sous-munitions explosives et qui est destiné à disperser ces sous-munitions sur une zone de façon à les faire exploser avant, pendant ou après l'impact."

<sup>26</sup> Voir [www.konvent.gv.at/PG/DE/XXIII/I/I\\_00232/pmh.shtml](http://www.konvent.gv.at/PG/DE/XXIII/I/I_00232/pmh.shtml);

<http://ris1.bka.gv.at/authentic/findbgbl.aspx?name=entwurf&format=html&bgblnr=BGBI.%20I%20Nr.%2012/2008>

<sup>27</sup> Voir [www.senate.be](http://www.senate.be)

<sup>28</sup> Pour plus d'informations sur la production d'armes à sous-munitions au Brésil et dans d'autres pays, voir Human Rights Watch, *Survey of Cluster Munitions Policy and Practice*, Numéro 1, février 2007.

sous-munitions ne peut s'accomplir par le seul déminage, mais seulement en rendant les victimes à leur vie." La **Colombie** a assisté aux conférences de San José et de Vienne. La **République démocratique du Congo** a participé aux conférences de Belgrade et de Vienne et a exprimé un vigoureux soutien à une interdiction de tous les types d'armes à sous-munitions. Le **Costa Rica** a accueilli les 4 et 5 septembre 2007 la Conférence régionale de San José sur les armes à sous-munitions et a assisté à la Conférence de Vienne. La **Côte d'Ivoire** a assisté à la Conférence de Vienne. La **Croatie**, un pays affecté, a participé aux conférences de Belgrade, de Bruxelles et de Vienne. A Bruxelles, la Croatie a soutenu l'inclusion des survivants dans le processus d'Oslo. Au cours de la Conférence de Vienne, la Croatie a soutenu une interdiction frappant tous les types d'armes à sous-munitions. **Cuba** a décliné l'invitation à assister à la Conférence de San José. **Chypre** a assisté aux conférences de Bruxelles et de Vienne. Le **Danemark** a participé aux conférences de Lima et de Bruxelles. A la Conférence de Vienne, le Danemark a déclaré que la définition des armes à sous-munitions devrait faire la distinction entre celles qui causent des torts inacceptables aux civils et celles qui n'en font pas, ceci pour rechercher un bon équilibre entre les préoccupations humanitaires d'une part et militaires d'autre part. **Djibouti** a assisté à la Conférence de Vienne. L'**Equateur** a assisté à la Conférence de San José. A la Conférence de Vienne, l'Equateur a soutenu une interdiction de toutes les armes à sous-munitions. A la Conférence de Vienne, l'**Egypte** a soutenu l'interdiction de toutes les armes à sous-munitions. L'**Erythrée**, un pays affecté, n'a assisté à aucune des conférences du processus d'Oslo. L'**Espagne** a participé aux conférences de Belgrade, de Bruxelles et de Vienne. A Vienne, l'Espagne a dit que "un travail supplémentaire doit être accompli pour affiner la définition" des victimes de sous-munitions. L'Espagne a aussi appelé "à une interdiction aussi large que nécessaire" afin d'éliminer l'impact humanitaire et a dit que – s'il devenait nécessaire d'admettre des exceptions –elles ne devraient pas "nuire à l'esprit du traité." L'**Estonie** a assisté aux conférences de Bruxelles et de Vienne. L'Estonie a écrit à Handicap International qu' "elle n'était pas en mesure de soutenir une interdiction totale des armes à sous-munitions."<sup>29</sup> Les **Etats-Unis** d'Amérique ont assisté à la Conférence de Bruxelles en tant qu'observateurs mais restent en dehors du processus d'Oslo et ont entrepris un certain nombre de démarches visant à affaiblir le traité sur les armes à sous-munitions.<sup>30</sup> Le projet de loi "Fiscal Year 2008 State-Foreign Operations Appropriations" a été signé par le Président le 26 décembre 2007. Ce texte interdit le transfert d'armes à sous-munitions à toute nation étrangère jusqu'à ce que ces armes aient acquis un taux de fiabilité d'au moins 99% et que le pays importateur se soit engagé par écrit à ne pas utiliser ces armes contre des zones civiles.<sup>31</sup> Le 17 janvier 2008, les Etats-Unis ont soutenu la négociation d'un protocole légalement contraignant sur les armes à sous-munitions mais ont déclaré que "les armes à sous-munitions sont des armes légitimes - et dans certains cas essentielles – si elles sont employées correctement et en accord avec le Droit International Humanitaire existant." Les Etats-Unis ont également déclaré que "il n'existe rien qui puisse constituer une catégorie d'armes à sous-munitions perfectionnées au point qu'elles ne puissent pas causer de torts inacceptables du point de vue humanitaire si elles sont utilisées d'une façon inadéquate" et "même si nous étions persuadés qu'il est possible ou opportun d'identifier une catégorie d'armes à sous-munitions qui occasionne, dans tous les cas possibles, des torts inacceptables du point de vue humanitaire, nous croyons qu'il serait très difficile d'atteindre au sein de cette assemblée un consensus pour déterminer avec précision quelles sont ces armes-là."<sup>32</sup> L'**Ethiopie**, un pays affecté, a assisté aux conférences de Belgrade et de Vienne. Le **Parlement européen** a adopté le 25 octobre 2007 une résolution qui "réaffirme le besoin de (...) décréter au niveau international une interdiction globale frappant l'utilisation, la

<sup>29</sup> Courriel envoyé le 28 janvier 2008 à Handicap International par Ketlin Süsmalainen, 3e Secrétaire du Ministère estonien des Affaires étrangères.

<sup>30</sup> Voir <http://ipsnews.net/news.asp?idnews=39843>

<sup>31</sup> Voir [www.senate.gov/pagelayout/legislative/d\\_three\\_sections\\_with\\_teasers/bills.htm](http://www.senate.gov/pagelayout/legislative/d_three_sections_with_teasers/bills.htm); <http://leahy.senate.gov/press/200706/062907a.html>; la proposition d'amendement a été introduite le 29 mars 2007 comme "acte de protection des civils contre les sous-munitions" (H.R. 1755).

<sup>32</sup> Voir <http://geneva.usmission.gov/Press2008/January/0117StephenMatthias.html>

production, le transfert et le stockage d'armes à sous-munitions et, pour ce motif, soutient fermement le processus d'Oslo." La résolution appelle également à "une obligation de fournir de l'aide aux victimes, par exemple en instaurant une collecte de données, des soins médicaux d'urgence et de post urgence, la réadaptation physique, l'assistance psychologique, l'inclusion et/ou la réintégration sociale et économique, le soutien juridique ainsi que des lois et une politique en faveur des personnes handicapées."<sup>33</sup> Le Parlement européen est intervenu au cours de la Conférence de Bruxelles pour lancer un appel aux Etats afin qu'ils jouent un rôle moteur dans le processus d'Oslo. **Fidji** a assisté à la Conférence de Vienne. La **Finlande** a assisté aux conférences de Bruxelles et de Vienne. A la Conférence de Vienne, la Finlande a appelé à admettre des exceptions à l'interdiction des armes à sous-munitions. Dans un communiqué de presse daté du 10 décembre 2007, la Finlande a déclaré que "il est possible de résoudre les problèmes humanitaires, par exemple en améliorant la fiabilité technique des sous-munitions" et que "les sous-munitions totalement dépourvues d'un mécanisme de sécurité devraient être interdites." La **France** a assisté aux conférences de Bruxelles et de Vienne. Le Ministre français des Affaires étrangères a publié le 22 janvier 2008 un article dans *Libération*. Il y déclarait que "Il revient aujourd'hui aux Etats de prendre, ensemble, leurs responsabilités et de s'engager à leur tour sur un nouveau droit, ambitieux et efficace. La France, qui n' (...) a pas utilisé [d'armes à sous-munitions] depuis 1991 et n'en exporte pas, y est prête. (...) La déclaration d'Oslo propose l'interdiction des armes à sous-munitions dont les conséquences sont «*inacceptables pour les populations civiles*». Y aurait-il des conséquences acceptables ? Je ne le crois pas." Le Ministre des Affaires étrangères souhaite que le traité contienne "des dispositions ambitieuses sur l'assistance aux victimes et sur la dépollution."<sup>34</sup> Malgré ces propos de son Ministre des Affaires étrangères, la France a entrepris plusieurs démarches au cours des dernières semaines pour essayer d'atténuer la portée du traité sur les armes à sous-munitions.<sup>35</sup> La **Gambie** a assisté à la Conférence de Vienne. La **Géorgie** a assisté aux conférences de Bruxelles et de Vienne. Le **Ghana** a assisté à la Conférence de Vienne et a appelé à une Afrique exempte de sous-munitions. La **Grèce** a rejoint le processus d'Oslo lors de la Conférence de Lima et a assisté aux conférences de Bruxelles et de Vienne. Le **Guatemala** a assisté aux conférences de San José et de Vienne. Le Guatemala se prononce en faveur "d'un instrument qui puisse contenir un chapitre fort et/ou augmenté sur l'aide aux victimes et la coopération internationale. (...) [L'] expérience acquise avec la Convention d'Ottawa a révélé qu'un plan d'action était nécessaire pour apporter une solution adéquate au problème de l'aide aux victimes."<sup>36</sup> A Vienne, le Guatemala a soutenu "une interdiction totale de toutes les armes à sous-munitions" et a rappelé que "le droit des combattants de choisir librement leurs moyens et leurs méthodes de guerre n'est pas illimité." En novembre 2007, le Guatemala – parlant au nom du Système d'intégration en Amérique centrale (SICA) et du Mexique – a appelé les pays qui produisent des armes à sous-munitions à cesser immédiatement cette activité. La **Guinée** a assisté à la Conférence de Vienne et a exprimé son soutien en faveur d'une interdiction de toutes les armes à sous-munitions. La **Guinée-Bissau** s'est opposée à ce que l'on admette des exceptions à une interdiction internationale des armes à sous-munitions. La Guinée-Bissau a assisté aux conférences de Belgrade et de Vienne. La **Guinée équatoriale** a assisté à la Conférence de Vienne et a soutenu une interdiction de tous les types d'armes à sous-munitions. Le **Honduras** s'est joint au processus d'Oslo à la Conférence de San José et a assisté à la conférence de Vienne. La **Hongrie** a souscrit à la Déclaration d'Oslo et a assisté aux conférences de Belgrade, Bruxelles et de Vienne. A la Conférence de Lima, en mai, elle a annoncé un moratoire national sur les armes à sous-munitions. L'**Islande** a pris part aux conférences de Bruxelles et de Vienne. L'**Inde** a déclaré en novembre 2007 que "les armes à sous-munitions présentent des avantages

<sup>33</sup> Voir [www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P6-TA-2007-0484+0+DOC+XML+V0//EN](http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P6-TA-2007-0484+0+DOC+XML+V0//EN)

<sup>34</sup> Voir [www.liberation.fr/rebonds/305311.FR.php](http://www.liberation.fr/rebonds/305311.FR.php)

<sup>35</sup> Sources diplomatiques, février 2008.

<sup>36</sup> Courriel de Luis Fernando Carranza Cifuentes, Directeur de la Politique multilatérale, Ministère guatémaltèque des Affaires étrangères, 28 janvier 2008.

militaires spécifiques par comparaison avec les autres munitions, en termes d'économie d'efforts et d'une plus grande couverture du terrain dans la zone de combat." L'Inde a déclaré que l' "utilisation d'armes à sous-munitions est légale et légitime, pour autant que cette utilisation tienne compte du Droit international humanitaire existant."<sup>37</sup> L'**Indonésie** a déclaré à Vienne que la définition des armes à sous-munitions devrait recouvrir tous les types d'armes à sous-munitions sans aucune exception. L'**Irak**, un Etat affecté, a assisté aux conférences de Belgrade et de Vienne. L'**Irlande** accueillera une conférence mondiale sur les armes à sous-munitions à Dublin, durant deux semaines au cours de la seconde moitié du mois de mai. L'Irlande a pris part aux conférences de Belgrade, de Bruxelles et de Vienne. L'**Italie** a participé aux conférences de Bruxelles et de Vienne. A Vienne, l'Italie a souligné l'importance du recueil de données et a plaidé pour que le traité comprenne un paragraphe séparé sur point. L'Italie a également souligné que "nous avons maintenant la possibilité d'aller au-delà des normes existantes en établissant une discipline d'après conflit pour les résidus explosifs de la guerre (...) et de nous engager dans des mesures préventives pouvant inclure non seulement des interdictions mais aussi des mesures de non prolifération des armes à sous-munitions." Pour l'Italie, l'objectif est de "de promouvoir une vigoureuse action diplomatique en soutien au processus d'Oslo de façon à parvenir sans retard à un instrument légalement contraignant." Un projet de loi visant à inclure les armes à sous-munitions dans la loi d'interdiction des mines antipersonnel est toujours en attente au Parlement italien. Le **Japon** a pris part à toutes les réunions mondiales du processus d'Oslo mais n'a pas encore souscrit à la Déclaration d'Oslo. Le 20 septembre 2007, le *Ryukyu Shimpu* relatait que "des chasseurs FA18 stationnés sur la base U.S. d'Iwakuni, dans la préfecture de Yamaguchi, dans la principale île japonaise, ont décollé dans la matinée du 20 de la base aérienne U.S. de Kadena, la plus grande base aérienne de l'Armée U.S., chargés de bombes à sous-munitions. Le 13, l'emploi de bombes à sous-munitions dans une zone d'exercices a également été confirmé. Ce fait a suscité d'intenses protestations de la part des gouvernements locaux dans les régions concernées. Malgré cela, l'Armée américaine a, une fois de plus, effectué des missions d'entraînement pour larguer des bombes à sous-munitions."<sup>38</sup> La **Jordanie**, le **Kazakhstan**, le **Kenya** et le **Kirghizstan** ont assisté à la Conférence de Vienne. Le **Koweït**, un Etat affecté, a assisté à la Conférence de Vienne. La **République populaire démocratique lao**, "le pays le plus affecté du monde par les sous-munitions," a assisté aux conférences de Belgrade et de Vienne. A Vienne, la RDP lao a parlé "en tant qu'expert en déminage, dès lors que 19 différents types de sous-munitions continuent à [y] mutiler et tuer des gens." Le représentant de la RDP lao a ajouté : "Davantage de types modernes [de sous-munitions] tuent également," et a affirmé que "tous les types d'armes à sous-munitions doivent être interdits." La **Lettonie** a assisté aux conférences de Bruxelles et de Vienne. Le **Lesotho** a assisté à la Conférence de Vienne. Le **Liban**, un pays affecté, a assisté aux conférences de Belgrade et de Vienne. Le **Liberia** a assisté à la Conférence de Vienne. Le **Liechtenstein** a assisté aux conférences de Bruxelles et de Vienne. La **Lituanie** a participé aux conférences de Bruxelles et de Vienne. À Bruxelles, la Lituanie a déclaré que la CCW avait réalisé des "avancées limitées et insuffisantes" et avait trop souvent reçu "une dernière chance de plus." Le **Luxembourg** a assisté aux conférences de Bruxelles et de Vienne, où il a soutenu une interdiction de tous les types d'armes à sous-munitions. Le Gouvernement luxembourgeois a adopté le 9 novembre 2007 un projet de loi interdisant les armes à sous-munitions et leur financement. Ce projet doit encore être discuté et adopté par le Parlement.<sup>39</sup> L'Ex-République yougoslave de **Macédoine** a assisté aux conférences de Bruxelles et de Vienne. **Madagascar** a assisté à la Conférence de Vienne. Le **Malawi** a participé à la Conférence de Vienne et y a plaidé pour "une responsabilité partagée" dans le domaine de l'aide aux victimes, qu'il a décrit comme étant la "pierre angulaire du traité sur les armes à sous-munitions." La **Malaisie** a assisté à la Conférence de Vienne. Le **Mali** a assisté à la Conférence de Vienne et a appelé à une interdiction portant sur tous les

<sup>37</sup> Voir [www.wilpf.int.ch/PDF/DisarmamentPDF/CCW\\_PV\\_Nov2007/India\\_PV.pdf](http://www.wilpf.int.ch/PDF/DisarmamentPDF/CCW_PV_Nov2007/India_PV.pdf)

<sup>38</sup> Traduction fournie par Yasu Kitagawa et Motoko Mekata, de la Campagne japonaise pour l'interdiction des mines.

<sup>39</sup> Voir [www.gouvernement.lu/salle\\_presse/conseils\\_de\\_gouvernement/2007/11/09-conseil/index.html#02](http://www.gouvernement.lu/salle_presse/conseils_de_gouvernement/2007/11/09-conseil/index.html#02)

types d'armes à sous-munitions. **Malte** a assisté aux conférences de Bruxelles et de Vienne. Le **Maroc** s'est joint au processus d'Oslo à Vienne. A la Conférence de Vienne, la **Mauritanie** a proposé que le traité sur les armes à sous-munitions crée pour sa mise en application un mécanisme de suivi, comprenant des représentants des victimes, des parlements, des Etats affectés et de la société civile. Le **Mexique** a appelé à plusieurs reprises à une interdiction de toutes les armes à sous-munitions. Le Mexique a assisté aux conférences de San José, de Belgrade et de Vienne. La **Moldavie** s'est jointe au processus d'Oslo lors de la Conférence de Vienne. **Monaco** a rejoint le processus d'Oslo à la Conférence de Bruxelles et a assisté à la Conférence de Vienne. Le **Monténégro**, un Etat affecté, s'est joint au processus d'Oslo à Belgrade, où il a annoncé qu'il allait détruire ses stocks. Le Monténégro a assisté aux conférences de Bruxelles et de Vienne. Le **Mozambique** a participé à la Conférence de Vienne, où il a appelé à "une interdiction totale de toutes les armes à sous-munitions." Le 19 septembre 2007, les **Nations Unies** ont diffusé une déclaration à laquelle avaient souscrit 14 fonctionnaires de haut rang et qui appelait à un traité international restreignant l'utilisation d'armes à sous-munitions.<sup>40</sup> Le Secrétaire général de Nations Unies a déclaré le 7 novembre 2007 que "[l'] atroce impact des armes à sous-munitions sur les humains exige une action urgente. Les caractéristiques de ces munitions, avec leur inhérente imprécision et leur fonctionnement fréquemment défectueux, les rendent particulièrement incapables de faire la distinction entre des objectifs de natures différentes, que ce soit au moment de leur mise en œuvre ou bien longtemps après la fin des conflits. Elles représentent d'importants défis lancés au droit international humanitaire. (...) En attendant qu'un tel instrument légal soit adopté, je vous demande de prendre des mesures nationales afin d'arrêter immédiatement l'utilisation et le transfert de toutes les armes à sous-munitions." Le **Népal** a assisté à la Conférence de Vienne et a exprimé son soutien en faveur d'un fonds mandaté pour l'aide aux victimes. Le **Nicaragua** s'est joint au processus d'Oslo lors de la Conférence de San José et a exprimé à la Conférence de Vienne son soutien à une interdiction de toutes les armes à sous-munitions. Le **Niger** s'est joint au processus d'Oslo à la Conférence de Vienne. A Vienne, le **Nigeria** a appelé à une définition large du terme "victime" et a souligné le besoin d'une éducation aux dangers. Le Nigeria a aussi appelé à une interdiction de toutes les armes à sous-munitions. La **Nouvelle Zélande** accueillera la quatrième conférence mondiale du processus d'Oslo à Wellington, du 18 au 22 février 2008. Le 13 novembre, la Nouvelle Zélande a déclaré que "les difficultés rencontrées par la CCW dans la recherche d'une manière sensée de résoudre les problèmes posés par les armes à sous-munitions signifient cependant que beaucoup de nos efforts au cours de l'année qui vient seront orientés vers la traduction en actes de l'engagement précis, mesurable et lié par des échéances, pris à Oslo en février : il s'agissait de conclure un instrument global légalement contraignant sur les armes à sous-munitions, tel qu'il amène une différence nette pour la vie des civils." A Bruxelles, la **Norvège** a souligné l'importance d'un "facteur de vérification de la réalité," qu'elle définit comme "le fait d'intégrer dans le processus politique les points de vue des communautés affectées, des victimes elles-mêmes et de leurs familles, sans oublier ceux qui répondent les premiers aux appels, ceux qui s'aventurent là-bas sur le terrain pour éliminer physiquement les dangers d'explosion tout en s'exposant eux-mêmes à des risques. Le facteur de vérification de la réalité nous aide à rester concentrés sur les buts à atteindre plutôt que sur le processus. Il fournit aux décideurs politiques et aux négociateurs, mais aussi à nous-mêmes, un outil de navigation bien nécessaire pour garder le cap, nous donnant l'assurance que nous ne dévions pas de la tâche que nous nous sommes nous-mêmes fixée." A Vienne, la Norvège a co-présidé la discussion sur l'aide aux victimes. Au cours de la Conférence de Vienne, la Norvège, un pays membre de l'OTAN, a déclaré qu'il ne faudrait pas automatiquement déduire que le futur traité fera obstacle à des opérations militaires conjointes. La Norvège a aussi réfuté les arguments suivant lesquels il sera nécessaire de prévoir une période de transition et de conserver des armes à sous-munitions pour des besoins d'instruction et de recherche. Le 16 janvier 2008, la Ministre

---

<sup>40</sup> Voir [www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=23837&Cr=landmine&Cr1=](http://www.un.org/apps/news/story.asp?NewsID=23837&Cr=landmine&Cr1=)

norvégienne des Finances a annoncé qu'elle excluait la firme sud-coréenne Hanwha Corporation, qui produit des armes à sous-munitions, du Fonds de pensions gouvernemental.<sup>41</sup> L'émirat d'Oman a participé à la Conférence de Vienne. A Vienne, l'Ouganda, un Etat affecté, a décrit l'aide aux victimes comme "critique pour l'harmonie dans les communautés affectées." Pendant la Conférence de Belgrade, l'Ouganda a annoncé qu'elle allait détruire ses stocks et a exprimé l'espoir que d'autres pays africains fassent de même. La République de Palau a participé à la Conférence de Vienne. Le Panama et le Paraguay ont pris part aux conférences de San José et de Vienne. Les Pays-Bas ont participé aux conférences de Bruxelles et de Vienne. A Vienne, les Pays-Bas ont conseillé "de rediriger les efforts vers la tâche originale qui consistait à définir quelles armes à sous-munitions causent des torts inacceptables et quelles autres n'en causent pas." Le 28 août 2007, le Ministre de la Défense a envoyé une lettre au Président de la Chambre des Représentants. Cette lettre contenait un rapport sur des tests effectués sur la bombe CBU-87. Selon ce rapport, "[au cours de] l'opération, il est resté sur le terrain un nombre de sous-munitions plus grand que le taux de fiabilité suggéré par le rapport du test." Les Pays-Bas ont annoncé en juin 2007 que la Force Aérienne néerlandaise n'utiliserait pas de bombes à sous-munitions jusqu'à nouvel ordre.<sup>42</sup> Un projet de loi interdisant les armes à sous-munitions est encore toujours en attente au Parlement.<sup>43</sup> Le Pérou a participé aux conférences de San José et de Vienne. Les Philippines ont rejoint le processus d'Oslo lors de la Conférence de Vienne. La Pologne a participé aux conférences de Bruxelles et de Vienne mais n'a pas encore notifié son soutien à la Déclaration d'Oslo. Le Portugal a assisté aux conférences de Bruxelles et de Vienne. Le Qatar s'est joint au processus d'Oslo au cours de la Conférence de Vienne. La République dominicaine a assisté aux conférences de San José et de Vienne. La République de Saint-Marin a participé aux conférences de Bruxelles et de Vienne. La République tchèque a assisté aux conférences de Lima, de Belgrade et de Bruxelles. A la Conférence de Vienne, la République tchèque a déclaré que toutes les armes à sous-munitions ne causent pas des torts inacceptables aux civils. La Roumanie a assisté aux conférences de Bruxelles et de Vienne mais n'a pas encore fait part de son soutien à la Déclaration d'Oslo. Le Royaume-Uni a participé aux conférences de Belgrade, de Bruxelles et de Vienne. A la Conférence de Vienne, le Royaume Uni a dit qu'il "soutient entièrement l'engagement de venir en aide aux victimes dans le texte de Vienne." Le Royaume Uni a en outre déclaré que des exceptions devraient être faites pour "des armes à sous-munitions qui contiennent moins de sous-munitions qu'un nombre à spécifier" et "les sous-munitions qui satisfont à des normes et des caractéristiques en matière de fiabilité."<sup>44</sup> Le 12 novembre 2007, le Premier ministre du Royaume-Uni a déclaré, "ayant montré la voie en retirant du service deux types d'armes à sous-munitions, nous voulons œuvrer au niveau international en faveur d'une interdiction d'utiliser, de produire, de transférer et d'entreposer ces armes à sous-munitions qui causent des torts inacceptables aux civils."<sup>45</sup> La Fédération de Russie a assisté aux conférences de Belgrade et de Bruxelles, mais a déclaré en novembre 2007 que "elle était disposée à soutenir uniquement les propositions qui ne mèneront pas à une diminution de ses capacités de défense en relation avec l'emploi d'armes à sous-munitions." L'Etat de Saint-Kitts et Nevis s'est joint au processus d'Oslo à la Conférence de Vienne. Le Saint-Siège a assisté aux conférences de Belgrade, de Bruxelles et de Vienne. Le 7 janvier 2008, le pape Benoît XVI a dit à des ambassadeurs étrangers que des mesures appropriées devaient être prises pour faire face aux problèmes humanitaires causés par les armes à sous-munitions. Le Saint-Siège s'est référé à cette déclaration le 14 janvier à Genève, soulignant que "l'interdiction de catégories d'armes opérée par la négociation de bonne foi d'instruments internationaux n'a jamais mis la sécurité nationale

<sup>41</sup> Voir [www.regjeringen.no/en/dep/fin/Press-Center/Press-releases/2008/One-producer-of-cluster-munitions-and-tw.html?id=496485](http://www.regjeringen.no/en/dep/fin/Press-Center/Press-releases/2008/One-producer-of-cluster-munitions-and-tw.html?id=496485)

<sup>42</sup> Voir *Ban Newsletter*, septembre 2007, p.8.

<sup>43</sup> Voir [www.tweedekamer.nl/images/30999%20002\\_tcm118-124261.doc](http://www.tweedekamer.nl/images/30999%20002_tcm118-124261.doc)

<sup>44</sup> Pour un aperçu des stocks détenus par le Royaume-Uni, voir :

[http://hrw.org/backgrounders/arms/cluster0207/4.htm#\\_Toc159654278](http://hrw.org/backgrounders/arms/cluster0207/4.htm#_Toc159654278)

<sup>45</sup> Voir [www.number10.gov.uk/output/Page13736.asp](http://www.number10.gov.uk/output/Page13736.asp)

des Etats en danger.” Le Saint-Siège a qualifié d’ ”inacceptable” l’affirmation selon laquelle les armes à sous-munitions sont nécessaires pour des raisons militaires. L’Etat de **Saint-Vincent et les Grenadines** a écrit le 1<sup>er</sup> octobre 2007 au Ministre norvégien des Affaires étrangères pour souscrire à la Déclaration d’Oslo.<sup>46</sup> Le **Salvador** a rejoint le processus d’Oslo à la Conférence de San José et a assisté à la Conférence de Vienne. **Samoa** a participé à la Conférence de Vienne. **Sao Tomé et Príncipe** a participé à la Conférence de Vienne. Au cours de la Conférence de Vienne, le **Sénégal** a marqué son soutien à une interdiction de toutes les armes à sous-munitions et s’est opposé à toute exception, qu’elle soit basée sur des caractéristiques techniques ou sur des conditions d’utilisation. Le Sénégal a lancé un appel à tous les Etats, en particulier aux Etats africains, afin qu’ils se joignent au processus d’Oslo. La **Serbie**, un Etat affecté, a accueilli la Conférence des Etats affectés par les sous-munitions à Belgrade, les 3 et 4 octobre 2007. Elle y a déclaré prendre en considération un moratoire national et a affirmé que “il est nécessaire de mettre au point, entre autres, un cadre de coopération pour le déminage du sol et l’aide aux pays qui en ont le plus besoin, un cadre qui comprenne également des mécanismes plus efficaces d’aide aux survivants des sous-munitions.” La Serbie a suggéré que le traité inclue “les mécanismes adéquats permettant de contrôler la prolifération des armes à sous-munitions.”<sup>47</sup> La Serbie a participé aux conférences de Bruxelles et de Vienne. Les **Seychelles** ont soutenu à la Conférence de Vienne une interdiction de toutes les armes à sous-munitions. La **Sierra Leone**, un Etat affecté, a assisté à la Conférence de Belgrade. A la Conférence de Vienne, la Sierra Leone a qualifié l’article 5 sur l’aide aux victimes d’ ”un des éléments essentiels du traité” et a soutenu une interdiction de toutes les armes à sous-munitions. La **Slovaquie** a participé aux conférences de Belgrade, de Bruxelles et de Vienne. A Vienne, la Slovaquie s’est opposée à une interdiction des armes à sous-munitions “en tant que catégorie d’armes” et a marqué son soutien à l’instauration d’une période de transition. La **Slovénie** a assisté aux conférences de Belgrade, de Bruxelles et de Vienne. Le **Sri Lanka** a participé à la Conférence de Vienne. Le **Soudan**, un pays affecté, a assisté aux conférences de Belgrade et de Vienne. A Vienne, le Soudan a appelé à une interdiction frappant toutes les types d’armes à sous-munitions. La **Suède** a assisté aux conférences de Bruxelles et de Vienne. La **Suisse**<sup>48</sup> a participé aux conférences de Bruxelles et de Vienne. Le Conseil des Etats de Suisse (Sénat) a rejeté le 19 décembre 2007 un projet de loi en faveur d’une interdiction de toutes les armes à sous-munitions, alors que, le 25 septembre 2007, le Conseil National (Chambre des Représentants) l’avait soutenu. Un des arguments invoqués était que “la Suisse a investi 600 millions de francs suisses pour des sous-munitions dont le taux de ratés est seulement de 2% et qui sont munies d’un mécanisme d’autodestruction qui élimine le risque de ratés dangereux...” Le **Suriname** et le **Swaziland** ont rejoint le processus d’Oslo lors de la Conférence de Vienne. Le **Tadjikistan** a présenté à la Conférence de Belgrade un exposé détaillé sur l’aide aux victimes.<sup>49</sup> Le 16 novembre 2007, le Tadjikistan a déclaré dans une lettre au Ministre norvégien des Affaires étrangères qu’ ”il soutient le processus d’Oslo (...) et s’est engagé à ne pas produire ni faire le commerce d’armes à sous-munitions pendant que le traité international est en voie d’être conclu.” Le Tadjikistan a assisté aussi à la Conférence de Vienne. Il y a dit qu’il dépendra de l’aide extérieure pour remplir ses futures obligations concernant la dépollution. A la Conférence de Vienne, la **Tanzanie** a exprimé son soutien en faveur d’ ”une interdiction totale des armes à sous-munitions” et a déclaré “être seulement préoccupée au sujet de l’engagement ainsi que de la volonté politique de la part des producteurs de ces munitions.” Le **Tchad**, un pays affecté, s’est opposé à des exceptions à une interdiction des armes à sous-munitions. Il a souligné la nécessité de continuer à soutenir financièrement l’aide aux victimes. Le Tchad a assisté aux conférences

<sup>46</sup> Courriel d’Annette Abelsen, Conseiller supérieur au Département des Nations Unies pour la Paix et les Affaires humanitaires, Ministère norvégien des Affaires étrangères, 1er octobre 2007.

<sup>47</sup> Voir [www.affectedstatesbelgrade2007.org](http://www.affectedstatesbelgrade2007.org)

<sup>48</sup> Pour un aperçu des stocks détenus par la Suisse, voir [http://hrw.org/backgroundunder/arms/cluster0207/4.htm#\\_Toc159654278](http://hrw.org/backgroundunder/arms/cluster0207/4.htm#_Toc159654278)

<sup>49</sup> Voir [www.affectedstatesbelgrade2007.org](http://www.affectedstatesbelgrade2007.org)

de Belgrade et de Vienne. La **Thaïlande** a assisté à la Conférence de Vienne. La Thaïlande a appelé à ce que l'aide aux victimes soit considérée comme "une clause séparée" inspirée par une approche basée sur les droits. A Vienne, le **Togo** a qualifié l'aide aux victimes de "point central de la conférence." Le Togo a appelé à de fortes clauses sur l'aide aux victimes et à "une sévère interdiction" des armes à sous-munitions. L'Etat de la **Trinité-et-Tobago** a assisté à la Conférence de Vienne. La **Turquie** s'est jointe au processus d'Oslo lors de la conférence régionale de Bruxelles et a participé à la Conférence de Vienne. Le **Turkménistan** et l'**Ukraine** ont participé à la Conférence de Vienne. L'**Uruguay** a rejoint le processus d'Oslo lors de la Conférence de San José. Il y a déclaré qu' "il a été démontré que le présent processus est un mécanisme compétent, participatif et efficace face à la paralysie et à l'absence de résultats pratiques engrangés au sujet des armes à sous-munitions au sein de la CCW." L'Uruguay a participé à la Conférence de Vienne. Le **Venezuela** a participé aux conférences de San José et de Vienne. Le **Yémen** a assisté à la Conférence de Belgrade sur les Etats affectés par les sous-munitions. La **Zambie** a participé à la Conférence de Vienne.

## **NOUVELLES DU TRAITÉ D'INTERDICTION DES MINES<sup>50</sup>**

La République de **Palau** a adhéré au Traité d'Interdiction des Mines le 18 novembre 2007, **portant ainsi le nombre des Etats Parties à 156**. Selon l'ICBL, "Palau a pris là une décision significative car elle envoie un signal positif de volonté politique. Les liens militaires étroits qu'entretient Palau avec les Etats-Unis d'Amérique, un Etat qui n'adhère pas au Traité d'Interdiction des Mines, étaient cités par le gouvernement de Palau comme le principal obstacle à son adhésion."

En octobre 2007, au cours d'une mission ICBL au **Népal**, le Gouvernement népalais et tous les principaux partis politiques ont assuré la délégation de l'ICBL de leur soutien à une interdiction totale des mines antipersonnel, autant que de leur souhait de voir le Népal adhérer à la Convention dès que la transition politique serait achevée.<sup>51</sup>

Le **Parlement européen** a adopté le 13 décembre 2007 une résolution "sur le dixième anniversaire de la Convention d'Ottawa sur l'interdiction d'utiliser, d'entreposer, de produire et de transférer des mines antipersonnel, et sur leur destruction."<sup>52</sup>

En septembre et décembre 2007, une série d'événements se sont déroulés à Oslo et à Ottawa pour marquer le **10<sup>e</sup> anniversaire du Traité d'Interdiction des Mines**.<sup>53</sup>

Cent quinze Etats ont assisté à la **Huitième Conférence des Etats Parties** en Jordanie, parmi lesquels vingt pays qui n'adhèrent pas encore au traité – dont sept de la région du Moyen Orient et d'Afrique du Nord.<sup>54</sup>

## **NOUVELLES EN BREF**

La Convention des Nations Unies sur les Droits des Personnes handicapées a été ouverte aux signatures le 30 mars 2007. A la date du 31 janvier 2008, on comptait 123 signataires

<sup>50</sup> Pour en savoir plus: [www.icbl.org](http://www.icbl.org)

<sup>51</sup> Pour en savoir plus, voir: [www.nepal.icbl.org](http://www.nepal.icbl.org)

<sup>52</sup> Voir [www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P6-TA-2007-0621+0+DOC+XML+V0//EN&language=EN](http://www.europarl.europa.eu/sides/getDoc.do?pubRef=-//EP//TEXT+TA+P6-TA-2007-0621+0+DOC+XML+V0//EN&language=EN)

<sup>53</sup> Pour en savoir plus, voir: [www.landmineweek.org/english](http://www.landmineweek.org/english)

et [www.minesactioncanada.org/home/index.cfm?fuse=Resource.Anniversary](http://www.minesactioncanada.org/home/index.cfm?fuse=Resource.Anniversary)

<sup>54</sup> Pour en savoir plus, voir: [www.icbl.org/news/8msp\\_final](http://www.icbl.org/news/8msp_final)

de la Convention, 69 signataires du Protocole Optionnel, 15 ratifications de la Convention et 9 ratifications du Protocole. **Lien:** [www.un.org/disabilities/convention/signature.shtml](http://www.un.org/disabilities/convention/signature.shtml)

La **banque australienne ANZ** a déclaré le 4 décembre 2007 qu'elle n'avait jamais fourni de financement pour la vente d'armes à sous-munitions ou de mines antipersonnel (...) puisque l'ANZ s'était engagée à ne pas financer directement la vente d'armes à sous-munitions ou de mines antipersonnel. Ceci n'exclut cependant pas que l'ANZ ait procuré des services financiers généraux dans un sens plus large à ces sociétés travaillant pour la défense, y compris l'octroi de facilités générales aux entreprises.<sup>55</sup> Un rapport daté de février 2007 de l'ONG belge Netwerk Vlaanderen, intitulé *Explosive Investments* (Investissements explosifs) a indiqué que l'ANZ joue un rôle dans le financement de Raytheon et Thales, deux sociétés qui produisent des armes à sous-munitions.

**Pour plus d'informations:**

- [www.anz.com/aus/About-ANZ/Corporate-Responsibility/Current-Issues.asp](http://www.anz.com/aus/About-ANZ/Corporate-Responsibility/Current-Issues.asp)
- [www.netwerk-vlaanderen.be/fr](http://www.netwerk-vlaanderen.be/fr)
- [www.banktrack.org/?id=98&show=dodgy](http://www.banktrack.org/?id=98&show=dodgy)

Le 13 novembre 2007, **UNICEF Pays-Bas** a publié son rapport intitulé "*Nooit meer bang*" ("Plus jamais peur") traitant des effets des mines et des armes à sous-munitions sur les enfants dans le monde entier ; **il y pressait le gouvernement néerlandais de se montrer plus actif dans la lutte contre les armes à sous-munitions**. L'UNICEF a appelé le gouvernement à se défaire de ses propres armes à sous-munitions et à agir énergiquement pour une interdiction internationale de ces armes.<sup>56</sup>

Le 24 octobre 2007, *Kyodo News International* a rapporté que **le Ministre norvégien des Affaires étrangères avait appelé le Japon à soutenir les efforts d'Oslo** visant à faire avancer les négociations sur une interdiction internationale des armes à sous-munitions. "Le fait d'avoir le Japon avec nous constituera une extraordinaire poussée en avant pour cet effort," avait-il dit au cours d'un entretien. Un haut fonctionnaire du Ministère japonais des Affaires étrangères a déclaré que le Ministre japonais des Affaires étrangères affirmera probablement à son homologue que le Japon comprend la "bonne volonté" de la Norvège et qu'il partage ses soucis concernant les torts causés aux personnes par les bombes. "Mais cela restera insignifiant aussi longtemps que ne parviendrez pas à impliquer les Etats-Unis d'Amérique, la Chine et la Russie."<sup>57</sup>

**Le 25 septembre, l'OTAN** a annoncé qu'en réponse à une demande de la Serbie, **elle transmettait à l'envoyé spécial de la Serbie auprès de l'OTAN une liste vérifiée reprenant les coordonnées des objectifs visés et les nombres de sous-munitions utilisées au cours de la campagne aérienne de 1999 en République fédérale de Yougoslavie**. La demande de pouvoir disposer de ces données avait été introduite par les autorités serbes, soutenues par la Norvège, dans une lettre datée du 13 février 2007. La liste de données sur les objectifs bombardés contient environ 218 groupes de coordonnées dont 155 se situent sur le territoire du Kosovo. L'OTAN a déclaré que, "Tout en donnant son appui à l'enquête visant à localiser les sous-munitions non explosées en Serbie, ni l'OTAN ni des alliés pris individuellement n'assument aucune responsabilité éventuelle par rapport à cette enquête et à des incidents ou accidents qui pourraient être survenus ou survenir dans le futur en relation avec des munitions non explosées."<sup>58</sup>

Dans une déclaration rendue publique le 24 décembre 2007, l'avocat général militaire d'Israël affirmait que **"l'utilisation d'armes à sous-munitions par les militaires israéliens pendant le conflit au Liban en 2006 était conforme au droit international**

<sup>55</sup> Voir [www.anz.com/aus/About-ANZ/Corporate-Responsibility/Current-Issues.asp](http://www.anz.com/aus/About-ANZ/Corporate-Responsibility/Current-Issues.asp)

<sup>56</sup> Voir [www.unicef.nl/unicef/show/id=145397](http://www.unicef.nl/unicef/show/id=145397) et [www.elsevier.nl/nieuws/laatste\\_24\\_uur/artikel/asp/artnr/179058/](http://www.elsevier.nl/nieuws/laatste_24_uur/artikel/asp/artnr/179058/)

<sup>57</sup> Voir [www.wilpf.int.ch/disarmament/clustermunitions/News/October2007News/Oct24.JapanNorway.html](http://www.wilpf.int.ch/disarmament/clustermunitions/News/October2007News/Oct24.JapanNorway.html)

<sup>58</sup> Voir [www.nato.int/docu/update/2007/09-september/e0925b.html](http://www.nato.int/docu/update/2007/09-september/e0925b.html)

**humanitaire.**” L’armée israélienne dit avoir employé des armes à sous-munitions pour combattre le Hezbollah qui avait des sites de lancement fortement camouflés pour tirer des roquettes contre Israël. L’armée israélienne “devait faire usage d’un type d’armes permettant une réponse immédiate aux tirs de roquettes tout en battant une portion maximum de la zone cible,” affirme la déclaration, ajoutant que l’arme en elle-même est “conforme à la législation internationale.” La “majorité des armes à sous-munitions ont été tirées contre des zones ouvertes et inhabitées,” mais, dans certains cas, les militaires ont touché des zones résidentielles, en réponse à des attaques par roquettes lancées par le Hezbollah. A Maroon a-Ras, les bombes ont été utilisées pour “permettre l’évacuation” de soldats israéliens. Amnesty International en Israël a appelé à l’ouverture d’une enquête internationale. Depuis la fin de la guerre, selon des statistiques des Nations Unies, plus de 30 personnes ont été tuées et plus de 200 blessées par des munitions non explosées.<sup>59</sup>

Le 18 septembre 2007 à Londres, l’ancien correspondant de la BBC et reporter de guerre **Martin Bell a appelé le Royaume-Uni à instaurer une interdiction immédiate des armes à sous-munitions.** Son livre, “The truth that sticks” (La vérité qui fait mal), consacre plusieurs pages aux armes à sous-munitions.<sup>60</sup>

Le 17 novembre 2007, deux journalistes hollandais, Jos Van Dongen et André Tak, ont reçu un prix de la fédération hollandaise des journalistes d’investigation (VVOJ) pour leur film “**The Cluster Bomb Feeling**” au sujet des armes à sous-munitions et des fonds de pension.<sup>61</sup>

## **PUBLICATIONS RÉCENTES**

"2006-2007 Kashmir Mission Report," ICBL, novembre 2007.

Lien: [www.icbl.org/content/download/26657/455567/file/kashmir\\_mission\\_report\\_web.pdf](http://www.icbl.org/content/download/26657/455567/file/kashmir_mission_report_web.pdf)

*Altijd bang: het effect van explosieven op het leven van kinderen* (Toujours peur: l’effet des explosifs sur la vie d’enfants), UNICEF Pays-Bas, novembre 2007.

Lien: [www.unicef.nl/unicef/show/id=145397](http://www.unicef.nl/unicef/show/id=145397)

"Assuring Assistance," ICBL, décembre 2007. Concepts simples et précis pour renforcer la mise en œuvre effective de l’aide aux victimes dans le futur traité sur les armes à sous-munitions.

Lien: <http://en.handicapinternational.be/download/AssuringAssistance.1.pdf>

"Ban Advocates Blog." Voix des communautés affectées par les sous-munitions.

Lien: [www.banadvocates.org](http://www.banadvocates.org)

"Cluster Munitions Process 2007-2008." Nouveau site internet du Processus d’Oslo sur les armes à sous-munitions.

Lien: [www.clusterprocess.org](http://www.clusterprocess.org)

*Landmine Action Campaign*, numéro 13, automne 2007. Le point de vue de l’organisation Landmine Action sur quelques questions difficiles concernant les armes à sous-munitions.

Lien: [www.landmineaction.org](http://www.landmineaction.org)

---

<sup>59</sup> Voir [www.mfa.gov.il](http://www.mfa.gov.il), [www.irinnews.org/Report.aspx?ReportId=76028](http://www.irinnews.org/Report.aspx?ReportId=76028) et [www.alertnet.org/thenews/newsdesk/IRIN/5301b1f5fedc235a83974d3bce589659.htm](http://www.alertnet.org/thenews/newsdesk/IRIN/5301b1f5fedc235a83974d3bce589659.htm)

<sup>60</sup> Voir [www.stopclustermunitions.org/news.asp?id=88](http://www.stopclustermunitions.org/news.asp?id=88)

<sup>61</sup> Pour en savoir plus: voir *Ban Newsletter*, Numéros 20 et 21.

Voir aussi: [www.nos.nl/nos/artikelen/2007/11/art000001C828AEF59A009F.html](http://www.nos.nl/nos/artikelen/2007/11/art000001C828AEF59A009F.html)

*Landmine Monitor Report 2007: Toward a Mine-Free World*, ICBL, Mines Action Canada, Ottawa, septembre 2007.  
**Lien:** [www.icbl.org/lm/2007](http://www.icbl.org/lm/2007)

*M85, An analysis of reliability*, Colin King, Ove Dullum et Grethe Østern, Norwegian People's Aid, Oslo, décembre 2007.  
**Lien:** [www.npaid.org/filestore/M85.pdf](http://www.npaid.org/filestore/M85.pdf)

"Professor Virgil Wiebe's Cluster Munitions Page." Virgil Wiebe, University of St. Thomas Law School, Minneapolis.  
**Lien:** <http://courseweb.stthomas.edu/vowiebe/cluster>

*Recommendations of the victim assistance provisions in a treaty banning cluster munitions: a practitioners' perspective*, Handicap International, Paris, novembre 2007.  
**Lien:** [www.handicap-international.fr/centre-documentaire/publications/index.html](http://www.handicap-international.fr/centre-documentaire/publications/index.html)

"Sensor-targeted submunitions: a solution or a diversion?," Rae McGrath, Handicap International, janvier 2008.  
**Lien:** [www.handicap-international.fr](http://www.handicap-international.fr)

"The Belgian law that prohibits the financing of the production, trade and use of anti-personnel mines and cluster munitions: Questions & Answers," Netwerk Vlaanderen, Bruxelles, juillet 2007.  
**Lien:** [www.netwerkvlaanderen.be/en/files/documenten/campaigns/banksandweapons/Q&A.pdf](http://www.netwerkvlaanderen.be/en/files/documenten/campaigns/banksandweapons/Q&A.pdf)

"The Road from Oslo: Emerging International Efforts on Cluster Munitions," John Borrie, dans *Disarmament Diplomacy*, N°85, été 2007.  
**Lien:** [www.acronym.org.uk/dd/dd85/85olso.htm](http://www.acronym.org.uk/dd/dd85/85olso.htm)

#### CALENDRIER

**18-22 février 2008**  
Conférence mondiale sur les armes à sous-munitions, Wellington, Nouvelle-Zélande

**31 March-1 April 2008**  
Conférence africaine sur les armes à sous-munitions, Livingstone, Zambie

**16-18 April 2008**  
Conférence américaine sur les armes à sous-munitions, Mexique

**19 avril 2008**  
Journée internationale d'action contre les armes à sous-munitions

**24-25 avril 2008**  
Conférence asiatique sur les armes à sous-munitions, Bangkok, Thaïlande

**19-30 mai 2008**  
Conférence mondiale sur les armes à sous-munitions, Dublin, Irlande

**21 novembre 2008**  
Lancement mondial du Rapport annuel de l'Observatoire des Mines 2007

**24-28 novembre 2008**  
9e Conférence des Etats Parties au Traité d'Interdiction des Mines, Genève, Suisse

Pour en savoir plus sur les événements à venir:  
[www.icbl.org/campaign/calendar](http://www.icbl.org/campaign/calendar)

Ont contribué à ce numéro: Jérôme Bobin, Stan Brabant, Kevin Bryant, Eva Fischer, Paul Franck, Katherine Harrison, Ed Kenny, Yasu Kitagawa, Marion Libertucci, Rae McGrath, Motoko Mekata, Grethe Østern, Loren Persi, Thomas Nash, Miriam Struyk, Paul Vermeulen, Anne Villeneuve.

Coordination: Hildegard Vansintjan

Recherche et rédaction:  
Unité politique  
Handicap International  
Rue de Spa, 67  
1000 Bruxelles  
BELGIQUE  
Tél.: +32 2 280 16 01  
[policy.unit@handicap.be](mailto:policy.unit@handicap.be)  
[www.handicapinternational.be](http://www.handicapinternational.be)

**Handicap International** est une organisation internationale spécialisée dans le domaine du handicap. Non gouvernementale, non confessionnelle, apolitique et sans but lucratif, elle travaille aux côtés des personnes handicapées, quel que soit le contexte, en leur offrant de l'aide et en les soutenant dans leurs efforts pour (re)conquérir leur autonomie. Depuis sa création, l'organisation a mis en place des programmes dans une soixantaine de pays et est intervenue dans de nombreuses situations d'urgence. Elle comprend un réseau de huit associations nationales (Allemagne, Belgique, Canada, Etats-Unis d'Amérique, France, Luxembourg, Suisse et Royaume Uni) qui fournissent des ressources humaines et financières, gèrent des projets et font connaître les actions et les campagnes de Handicap International.

Pour en savoir plus et pour prendre des contacts au niveau national : [www.handicap-international.org](http://www.handicap-international.org)